

**NOUVEAUX ACCORDS**

*Expérimenter le futur des contrats de ville*

# Faire du diagnostic un outil de lutte contre l'invisibilisation des QPV

Synthèse de l'atelier dé-contracté n°2

Le 24/02/23 - 70 participant.e.s

Animé par Manon Loisel et Nicolas Rio de Partie Prenante

# LE PROGRAMME NOUVEAUX ACCORDS



## **Penser l'avenir des contrats de ville à partir du terrain**

Des temps d'échange entre les chevilles ouvrières du contrat de ville que vous êtes pour croiser les expériences de terrain et prendre un peu de recul. Notre terrain, c'est votre quotidien !

## **Dans le cadre d'un partenariat entre la 27e Région et l'ANCT**

Un an de recherche-action qui se déploie dans trois territoires (Aix Marseille Provence Métropole, Communauté Urbaine de Dunkerque et Vitry-le-François), en lien avec les centres ressources et l'IRDSU pour tester les marges d'évolutions du contrat :

<https://www.la27eregion.fr/nouveaux-accords/> ;

**Regarder l'objet contrat avec un œil neuf pour en interroger la fonction et le potentiel**  
au lieu de s'enfermer dans les contraintes de calendrier et de procédures

# CE QU'ON ESSAYE DE FAIRE AVEC LES ATELIERS DÉ-CONTRACTÉS



Comment se redonner un peu d'enthousiasme sur les contrats de ville, alors que sur le terrain c'est plutôt un sentiment de découragement qui domine ? Surtout, ne pas en faire un groupe de travail de plus pour produire un énième rapport à destination des décideur.euse.s qui ne débouchera sur rien... Notre objectif avec les ateliers dé-contractés, c'est plutôt **d'ouvrir un espace d'échange collectif pour se réapproprier l'outil contrat** et retrouver des marges de manœuvre en local.

Avec l'enjeu de **rester au plus près de vos difficultés sur le terrain** et de vos préoccupations du moment, pour que les discussions vous aident à avancer. C'est pour ça que nous avons fait le choix de limiter les ateliers aux praticien.ne.s du contrat de ville et c'est comme cela qu'on fixe les thématiques des ateliers : l'évaluation en novembre, le diagnostic en janvier, la place des habitant.e.s en mars...

Dans ces ateliers, on essaie d'être le plus pragmatique possible tout **en amenant d'autres façons de se poser des questions**. Le tout en 2h de visio interactive, puis en 20 slides à lire à tête reposée. En espérant que ça vous soit utile !

# CARTOGRAPHIE DE LA COMMUNAUTÉ

## Atelier 2

Toulouse Métropole  
Ville de Metz  
COVE intercommunalité  
CA Bourges Plus  
Mairie de Montataire  
Communauté agglomération  
Château-Thierry  
Conseil départemental du Val de  
Marne  
Nantes métropole  
Préfecture de la Martinique  
Préfecture de l'Ain  
CRPV Trajectoire Ressources  
Métropole Aix Marseille Provence  
CARENE/ Saint Nazaire  
Agglomération  
Ville de Gennevilliers  
Communauté de Communes de  
Petite Terre / MAYOTTE  
Ville de Paris  
Communauté d'Agglomération du  
Pays Ajaccien Corse

Ville de Dunkerque  
Ville de Bègle  
Montpellier Méditerranée Métropole  
Cité éducative du Plateau de Haye  
Bras Fusil - 974  
Commune de Bandréle - Mayotte  
Ville de Montataire  
CA Grand Avignon  
Commune d'Echirolles  
Métropole Européenne de Lille  
Ville de Bouéni  
Mairie de Clichy-sous-Bois  
Ville et Euro métropole de Strasbourg  
Ville de Vitry le François  
Durance Lubéron Verdon Agglo  
Préfecture IDF  
Ministère de l'intérieur / Paris  
Agglo du Pays de Dreux  
Ville de Blois  
DDETSPP - 18  
Préfecture de la Martinique

Préfecture de l'Indre  
Brest métropole  
Préfecture de Paris / 10ème et 18ème  
arrondissements  
Préfecture de la Seine Saint-Denis  
Ville de Manosque  
Préfecture Loire Atlantique  
Préfecture Alpes de Haute Provence  
Préfecture Seine Maritime  
Préfecture de l'Hérault  
Grand Paris Sud Est Avenir  
Préfecture de l'Eure  
Grand Cahors  
Ville de Metz  
Préfecture du Val d'Oise / Sarcelles  
AUCAME (Caen Normandie Métropole)  
CommComm Castres-Mazamet  
CA Grand Auch Coeur de Gascogne  
Préfecture du Var  
Choisy-le-Roi  
Sous-préfecture du Doubs  
Ville de Gentilly  
Ville de Boissy Saint Léger



# Temps 1 sur les usages du diagnostic

## DEFINIR LA CIBLE POUR AMPLIFIER L'IMPACT



Le diagnostic est une étape importante du contrat de ville, mais elle est souvent chronophage et déceptive. L'accumulation de données ne suffit pas à débloquent des moyens ni à (ré)orienter les actions.

**Pourtant le diagnostic peut être un outil de lutte contre l'invisibilisation des difficultés des QPV.** Pour cela, il est important d'en anticiper les usages futurs à travers deux questions :

- A qui veut-on s'adresser et pour enclencher quoi ?
- Quel est le format le plus adapté pour atteindre l'objectif fixé ?

# DEFINIR LA CIBLE

Le diagnostic n'est pas qu'une ressource à usage interne. Il vise aussi à interpeller d'autres acteurs et à faire passer des messages. En fonction du contexte local, plusieurs cibles sont possibles :

- ❑ **Les services de droit commun** (collectivités et Etat) pour prendre conscience des spécificités en QPV dans la déclinaison de leurs politiques sectorielles.
- ❑ **Les associations locales** pour les inciter à (ré)orienter leurs actions au regard des besoins du territoire mis en lumière par le diagnostic.
- ❑ **Les élu.e.s locaux** (pas uniquement celui en charge de la politique de la ville) pour mettre à l'agenda de nouvelles priorités d'action publique en direction des QPV.
- ❑ **Les journalistes** pour donner plus de visibilité (et de nuances) à la situation des quartiers populaires alors qu'ils sont souvent les grands absents des médias.
- ❑ Et **les habitant.e.s** dans tout ça ?! Sont-ils les (co)producteurs ou les destinataires du diagnostic ? Les discussions en atelier montrent qu'il y a encore un flou sur la question.

# RENOUVELLER LE FORMAT

On se représente le diagnostic comme un rapport aussi volumineux qu'austère, avec des statistiques et des graphiques. Si on veut toucher d'autres personnes que ses auteurs, il est temps d'en renouveler le format ! Trois enjeux se dégagent des discussions en atelier :

## **Valoriser le témoignage des habitants pour incarner l'analyse**

- Lecture publique du diagnostic par les habitant.e.s
- Une pièce de théâtre avec des saynètes de vie quotidienne
- Des Reel pour Instagram et TikTok

## **Faire vivre des expériences pour rendre tangible le quotidien en QPV**

- Vis ma vie dans mon quartier
- Balades urbaines
- Une météo vue des quartiers après le JT

## **Redonner une place à l'expression de la colère et de la protestation**

- Manifestation / marche des habitant.e.s
- Les poursuites judiciaires
- Des actions coup de poing

# Un diagnostic pour faire bouger les services de droit commun

## Pourquoi ?

Qu'ils soient de la collectivité ou de l'Etat, les services de droit commun ont une vision assez éloignée de la situation des QPV. Ils ont donc du mal à prendre en compte les spécificités des quartiers populaires dans la conception et la mise en œuvre de leurs politiques sectorielles.

Le diagnostic doit les aider à se projeter dans la réalité des QPV pour mieux comprendre leurs besoins et leurs contraintes.

## Comment ?

Une **balade urbaine**

Et si on invitait les services de droit commun à venir sur site ?

L'occasion de partager les enseignements du diagnostic au plus près du terrain.

# Un diagnostic pour faire bouger les associations locales

## Pourquoi ?

Les asso ont tendance à reproduire chaque année les actions qu'elles ont déjà menées. C'est pas toujours facile de faire évoluer leurs projets pour s'assurer qu'ils soient en phase avec les transformations du quartier et de ses habitant.e.s.

Le diagnostic sert à questionner cette adéquation entre les projets et les besoins, en objectivant la situation. Il peut aussi conduire plusieurs asso à unir leurs forces pour répondre ensemble à un même problème.

## Comment ?

Des **assises des quartiers populaires**.

Et si on utilisait le rendu du diagnostic pour réunir l'ensemble des associations intervenant dans les quartiers et leurs habitant.e.s ?

L'occasion de se mettre d'accord sur les besoins prioritaires des QPV et d'organiser le passage à l'action.

# Un diagnostic pour faire bouger les élu.e.s locaux

## Pourquoi ?

La défense des habitant.e.s des QPV ne doit pas reposer uniquement sur l'élu.e à la politique de la ville. Elle concerne l'ensemble des élu.e.s, aux différents échelons de collectivité.

Le diagnostic du contrat de ville vise à rendre les élu.e.s plus familiers de la situation des QPV et des difficultés de leurs habitant.e.s.

## Comment ?

Un « **vis-ma-vie** » dans mon quartier.

Et si on proposait à un.e maire ou à un vice-président.e de monter les courses au 15<sup>e</sup> étage avec l'ascenseur en panne ?

L'occasion de prendre conscience que les difficultés des habitant.e.s n'ont rien d'anecdotique.

# Un diagnostic pour faire bouger les journalistes

## Pourquoi ?

Si les médias parlent peu (et/ou mal) des quartiers prioritaires, c'est aussi qu'elles et ils connaissent mal la réalité vécue de leurs habitant.e.s. C'est aussi que la politique de la ville se résume à une somme de statistiques sur les difficultés sociales du pays.

Le diagnostic doit servir à remettre des voix et des visages sur ces « portraits de territoire » pour les rendre plus audibles.

## Comment ?

Une **pièce de théâtre** participative.

Et si on construisait le diag en croisant les statistiques et les témoignages d'habitant.e.s, en leur proposant de monter sur scène pour partager leur vécu ?

L'occasion de redonner la parole aux premiers concernés tout en s'adressant à un public qui dépasse le périmètre du quartier.

# Quelques inspirations sur l'usage du diagnostic comme outil de lutte contre l'invisibilisation de certains problèmes

## Le rapport annuel sur le mal-logement de la Fondation Abbé Pierre



Un diagnostic résumé en un dossier de presse avec des chiffres-clés et une campagne d'affichage pour remettre le sujet en haut de l'actu.  
Une thématique annuelle pour cibler les angles morts de la politique du logement.

## La nuit des solidarités pour dénoncer l'ampleur du sans-abrisme



Un diagnostic participatif sur une nuit avec des bénévoles pour dénombrer le nombre de sans-abris.  
Une initiative lancée par la ville de Paris en réaction à un ministre affirmant que « plus personne ne dormait à la rue ».

# Quelques inspirations sur l'usage du diagnostic comme outil de lutte contre l'invisibilisation de certains problèmes

Les colleuses pour rendre visible l'ampleur des féminicides



Un diagnostic sous la forme d'affichage sauvage pour donner à voir le nombre de féminicides dans l'espace public et mettre des prénoms derrière les chiffres.

L'affaire du siècle pour rendre visible l'inaction climatique



Un diagnostic pour alimenter l'instruction en justice et objectiver le fait que l'Etat ne respecte pas les engagements qu'il s'est lui-même fixés. Un dossier d'accusation complété par une pétition en ligne pour faire monter la pression citoyenne.

## Temps 2 : « écologie + pauvreté = ??? » SE METTRE D'ACCORD SUR LA BONNE FORMULATION DU PROBLEME



Le défi écologique va être au centre des prochains contrats de ville. Mais pour l'instant cette commande ministérielle est difficile à faire atterrir dans les quartiers populaires.

Pour éviter d'en faire une injonction hors-sol de plus, il est indispensable de repartir du terrain. **Comment l'écologie vient-elle percuter le quotidien des habitant.e.s en QPV ?** Quels sont les problèmes sur lesquels il faut concentrer l'attention (et les moyens) ?

# UN DIAGNOSTIC CA SERT SURTOUT À CADRER LE PROBLEME

## Trouver les mots justes pour parler à tout le monde

« Dans mon quartier, personne ne parle de transition écologique ». Et pourtant, les habitant.e.s sont directement confronté.e.s à la hausse des prix de l'énergie, à la mise en place des ZFE ou à la multiplication des canicules...

Vous nous l'avez tous dit : entre le vécu au quotidien et les enjeux d'action publique, il y a un gouffre. La formulation du problème sert à relier ces deux mondes, qui ont chacun leur vocabulaire.

## Qualifier le problème pour orienter les solutions

Un diagnostic n'est jamais neutre. Il conduit à cadrer notre lecture de la situation, en mettant l'accent sur certaines choses et en en laissant d'autres dans l'ombre. C'est aussi en cela qu'il constitue un outil de lutte.

Pour faire entendre la situation des QPV et les difficultés de leurs habitant.e.s, il va donc vous falloir assumer de faire des choix.

### Comment formuler le sujet ?

Sondage a pris fin | 1 question | 0 sur 0 (0%) a/ont p...

1. Pauvreté + écologique = ... (Choix unique) \*

0/0 (0%) répondu

Injustices climatiques (0/0) 0%

Précarités écologiques (0/0) 0%

Sobriété populaire (0/0) 0%

# Parler d'INJUSTICES CLIMATIQUES pour

Renouveler la lecture des inégalités territoriales à travers les enjeux environnementaux

- *Indicateur concret : quantité d'espaces verts / habitant.e comparé à la moyenne nationale ou aux quartiers privilégiés*

Mettre en avant les difficultés spécifiques aux QPV peu visibles au quotidien

- *Indicateur concret : nombre de malades liés au fait d'être exposé à un air pollué (asthme, ...)*

Dénoncer les conséquences inégalitaires des politiques de transition écologique

- *Indicateur concret : part du parc automobile concernée par la réglementation ZFE*

Se rappeler que l'écologie dans les quartiers est avant tout une question d'accès aux droits fondamentaux

- *Indicateur concret : part des logements où il fait moins de 15 degrés l'hiver et plus de 30 degrés l'été*

## Les apports :

- **Politiser** le discours sur la transition écologique et sociale
- Prendre la question des **inégalités** comme point de croisement entre politique de la ville et transition écologique

## Les risques :

- alimenter la **concurrence victimaire** entre les territoires (sans garantie que les QPV en sortent gagnants)
- **Diluer le pouvoir d'agir** du local face à un discours trop globalisant et fataliste sur les inégalités climatiques

# Parler de PRECARITES ECOLOGIQUES pour

Souligner que la pauvreté agit comme une double-peine face à la crise écologique.

- *Indicateur concret : part des dépenses énergétiques dans le budget des ménages*

Démontrer le besoin de soutien des habitant.e.s en QPV pour éviter que l'écologie ne les fasse basculer dans la pauvreté.

- *Indicateur concret : calcul systématique du reste à charge sur politiques de transition*

Mettre l'accent sur les biens et services de première nécessité.

- *Indicateur concret : le nombre d'habitant.e.s qui n'ont pas accès à l'eau potable ou à l'électricité (pour Mayotte)*

Pointer les conséquences du retrait des services publics dans les QPV sur la mise en œuvre des politiques de transition.

- *Indicateur concret : le taux de (non)recours à la prime co-voiturage ou aux aides à la mobilité.*

## Les apports :

- Se focaliser sur des sujets **précis** sur lesquels on peut agir
- Plus facile à **objectiver** que la notion d'injustice

## Les risques :

- Substituer la PV repeinte en verte à une vraie politique de **lutte pour l'accès aux droits et contre la pauvreté**
- Alimenter un discours **misérabiliste** sur les banlieues

# Parler de SOBRIETE POPULAIRE pour

Démontrer que les habitant.e.s des QPV sont parmi les plus vertueux en matière écologique.

- *Indicateur concret : bilan carbone des QPV*

Mettre en avant toutes les initiatives à l'œuvre dans les quartiers populaires sur la question écologique.

- *Indicateur concret : activité des garages solidaires*

## Les apports :

- Sortir de la **stigmatisation** des habitant.e.s des QPV
- Mettre l'accent sur les **solutions** pour sortir le diagnostic du discours sans effet du cumul de difficultés

## Les risques :

- Présenter comme « choisie » une sobriété qui est avant tout vécue comme une **contrainte**

# LA BONNE FORMULATION DÉPEND DU CONTEXTE SPÉCIFIQUE À CHAQUE TERRITOIRE

Le but est moins de chercher LA bonne formulation que de trouver celle qui fait sens chez vous, « ici et maintenant ».

- Quelle est la plus **parlante** pour les habitant.e.s, en fonction de leurs préoccupations et des mobilisations qui ont déjà eu lieu ?
- Quel est l'acteur que vous voulez **interpeller** avec le diagnostic : les acteurs sociaux ? L'Etat ? Les associations ?

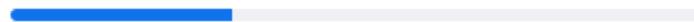
## Comment formuler le sujet ?

Sondage a pris fin | 1 question | 44 sur 67 (65%) a/o...

1. Pauvreté + écologique = ... (Choix unique) \*

44/44 (100%) répondu

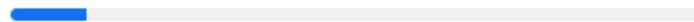
Injustices climatiques (14/44) 32%



Précarités écologiques (25/44) 57%



Sobriété populaire (5/44) 11%



## Prochain atelier dé-contracté

Ouvert à tous les chefs de projet DSU et délégués du préfet

Sur inscription : <https://forms.gle/28jjoe8j7QSlwj1SA>

# QUE FAIRE DES HABITANTS DANS LE CONTRAT DE VILLE ?

Dans la politique de la ville, les habitant.e.s sont à la fois partout et nulle part. Ce qui est sûr, c'est qu'on n'est pas très au clair sur leur rôle dans l'élaboration du contrat de ville et le suivi de sa mise en œuvre. Le bilan mitigé des conseils citoyens montre qu'il ne suffit pas d'en faire une obligation législative pour que la participation citoyenne fonctionne.

Sans chercher de solution miracle, cet atelier vise à partager vos difficultés sur le terrain et à explorer façons de mettre le contrat de ville à l'écoute des habitant.e.s.

**16 mars 2023**  
**de 14h à 16h**  
**en visio**

**Pour télécharger la synthèse du premier atelier :**

<https://nouveauxaccords.la27eregion.fr/wp-content/uploads/sites/28/2022/12/Synthese-atelier-decontracte.pdf>

**Si vous avez des questions, vous pouvez nous écrire à :**

[manon.loisel@partieprenante.com](mailto:manon.loisel@partieprenante.com)

[mleeroy@la27eregion.fr](mailto:mleeroy@la27eregion.fr)

**Pour en savoir plus sur le programme c'est par là :**

<https://www.la27eregion.fr/nouveaux-accords/>

A bientôt !

**NOUVEAUX ACCORDS**

*Expérimenter le futur des contrats de ville*

